

Faites-moi lire, SVP!



PB-PP | BC 1757
BELGIE(N)-BELGIQUE

Courcelles 1
N° d'agrégation : P 202127

Nouvelles

Mensuel de l'ASBL « Le Progrès »

(pas de parution en juillet) – Dépôt : 6180 Courcelles
Publication réalisée avec l'aide de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Éditeur responsable : Robert Tangre
Rue Julien Lahaut, 11 – 6020 Dampremy
Tél. : 071 30 39 12
Fax : 071 30 58 30
E-mail : robert.tangre@gmail.com
Banque : BE17 0682 0138 1121

Nouvelles

n° 220 – 2019

SOCIÉTÉ

Ce sont des hommes, des femmes et des enfants...

Le mouvement coopératif, histoire, questions et renouveau

Le quart de l'éolien terrestre menacé de démantèlement en Allemagne

HISTOIRE

La révolution allemande et l'action des mineurs de la Ruhr

IN MEMORIA

Au revoir Maurice, notre camarade.

INTERNATIONAL

L'avènement de Macron est né d'illusions collectives

L'Europe aujourd'hui : « Quand l'Estonie revendique son caractère nazi »

Israël : un pays de plus en plus religieux – sur la voie de l'autodestruction

LIBRES PROPOS :

Les gilets jaunes, une jacquerie poujadiste ?

Gilets jaunes et vacances low-cost .

PS ET PTB : Valse des négociations à Charleroi...Le peuple élu par qui?

NOS ACTIVITÉS DE FÉVRIER



*L'a.s.b.l Le Progrès vous souhaite
une bonne année!*

SOCIÉTÉ

**CE SONT DES HOMMES, DES FEMMES ET
DES ENFANTS...**

jusqu'en Belgique et enfin lors de leur arrestation ? L'être humain n'est pas fait pour vivre enfermé.

**TRAITÉS COMME DES « SOUS-CITOYENS » ET
DES « SOUS-HUMAINS »**



Photo © Jean-Frédéric Hanssens

Ce sont des hommes, des femmes et des enfants. Parce qu'ils ont osé rêver d'un monde meilleur ; parce que, comme l'espèce humaine le fait depuis son origine, ils se sont mis en route pour vivre mieux, voire simplement pour vivre ; ils se retrouvent derrière les murs d'une prison qui n'assume pas son nom : le centre fermé.

Ce sont des hommes, des femmes et des enfants qui n'ont pas commis d'autre délit qu'administratif. Ils n'ont pas le permis de séjour en Belgique. S'ils avaient commis d'autres délits, leur place ne serait pas en centre fermé, mais dans une prison, bien nommée cette fois.

Nous avons déjà des établissements pénitentiaires. Avons-nous besoin de faire subir les dommages d'une détention, qu'ils soient corporels ou psychologiques à des individus qui ont, bien souvent, déjà subi des traumatismes dans leur pays d'origine, lors de leur périple

La détention de ces personnes est une réponse irrationnelle à une peur irrationnelle. La Belgique n'est pas une île et l'Europe n'a pas à devenir une forteresse. Ces gens fuient la guerre, la terreur, la famine, la répression... Pourquoi devrions-nous en avoir peur ? Ce sont les plus courageux, les braves, les plus chanceux, celles et ceux qui ont survécu qui parviennent jusqu'à nous pour nous demander de l'aide. Et nous, de peur de devoir céder une infime part de nos privilèges (historiquement et actuellement acquis, bien souvent, en exploitant les matières premières du Sud – c'est-à-dire, majoritairement à partir de leurs richesses), non seulement nous ne les aidons pas ; non seulement nous les traitons comme des « sous-citoyens » mais en plus, en les enfermant, nous les traitons comme des « sous-humains », des humains déçus de leurs droits pour le motif de n'être pas nés au bon endroit, pour le motif de ne pas avoir su fournir assez de preuves de leur malheur, pour des motifs économiques... parce que ce sont des «

migrants » et pas des « expats ».

DES CENTRES TRÈS ONÉREUX



Et pourtant, même au niveau économique, tous les spécialistes affirment que la migration rapporte à moyen terme de l'argent au pays qui accueille ces personnes. La migration permet, notamment, de maintenir la base de nos pyramides des âges, ce qui alimente nos pensions. Quant aux centres fermés, ils coûtent bien plus cher qu'un centre ouvert. Il apparaît alors évident que le but des centres fermés s'avère autre. Ils servent à alimenter la peur. La peur qui s'instaure chez tous les étrangers face à cette chasse aux migrants ; la peur chez les quidams qui pensent que si des gens se retrouvent derrière les barreaux, c'est qu'ils l'ont forcément mérité... En quoi un enfant pourrait-il mériter l'emprisonnement ?

CACHEZ CE DÉSARROI...

Pourquoi l'accès à ces centres qui détiennent des personnes non dangereuses pour la société, est-il plus compliqué que dans une prison ? Pourquoi n'y a-t-il pas un observatoire qui s'assurerait du droit des personnes retenues dans ces centres fermés ? Nous préférons cacher le désarroi et la misère de ces êtres humains derrière des murs, des barrières et des grilles. Notre civilisation ne doit-elle pas, au contraire, se montrer solidaire de toutes celles et tous ceux que le filet social, de plus en plus lâche, a abandonné à la détresse et parmi eux, celles et ceux qui parce qu'ils ne maîtrisent ni la langue, ni les codes de la société, sont tout particulièrement démunis ? N'est-ce pas le devoir de la démocratie de garantir protection et dignité à tous, y compris aux plus pauvres, y compris aux plus faibles ? La solidarité, qui est à la base de nos conquêtes sociales, se trahirait si elle excluait les plus démunis, les plus exploités, sous prétexte qu'ils ou elles n'ont pas de papiers.

DES VISAGES, DES NOMS, DES HISTOIRES, MAIS PAS DES NUMÉROS

Ce sont des hommes, des femmes et des enfants. Ils s'appellent Sajad, Richard, Fatou, Ahmet, Li, Ibrahim, Rafael, Mariama... Ce sont des hommes aux yeux similaires à ceux de nos grands-pères, de nos pères, de nos frères. Ce sont des femmes qui ont parfois, aux coins des yeux, des rides identiques à celles de nos grands-mères, de nos mères, voire de nos sœurs. Ce sont des enfants qui ont le même rire, le même sourire parfois plus triste, parfois plus grave que nos enfants.

Ce sont eux que le gouvernement, en notre nom, enferme. Il ne s'agit pas de chiffres, de statistiques, de vagues ou de stocks migratoires. Il s'agit d'individus, chacun avec son propre visage, avec sa propre histoire et avec sa propre famille. Des individus dont le seul tort est de ne pas posséder le sésame pour mériter la sécurité et la liberté dont se targuent de disposer nos pays européens.

Parce que cet acte inhumain, parce que cette silencieuse injustice doit cesser immédiatement, avec le Collectif Charleroi solidarité migrant.e.s, nous nous opposons à la coûteuse construction de nouveaux centres fermés, comme celui de Jumet. Ensemble, nous exigeons la fermeture de tous les centres fermés déjà en fonction. Nous refusons l'enfermement d'innocents. Nous refusons l'enfermement de ces hommes, ces femmes et ces enfants, qui nous ressemblent tant.

solidaritecharloimigrants@gmail.com

CARTE BLANCHE – parue dans Le Soir du 22 octobre 2018.

*Signataires :

Matéo Alaluf, Prof ULB, François Stengers, Prof ULg, Vincent Pestiau, Secrétaire régional de la FGTB Charleroi & Sud-Hainaut, Thierry Tournoy, Directeur du Centre régional d'Intégration de Charleroi (CRIC), Fabrice Eeklaer, Secrétaire fédéral de la CSC Charleroi – Sambre & Meuse, David Murgia, Comédien, Xavier Canone, Directeur musée photo, J.Michel Vandereiden, Directeur L'Ancre, Fabrice Laurent, Directeur Eden, Christine Mahy, Secrétaire générale du

Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, Simon Bullman, Président Quai 10, Patrick Solau, Secteur associatif Solidaris, Gaetane D'Hoeraene, Secrétaire Générale solidaris Centre Charleroi Soignies, Carmino Fasano, CGSP Charleroi, Didier Palange, ATTAC Charleroi, Vie Féminine, Adeline Botson, MOC Charleroi, TAC collectif citoyens CIRE Humans Welcome collectif citoyens, Dominique Cabiaux, Université ouverte Charleroi, Nadja Wyvekens, Ligue des droits de l'homme, Bozzini Annie, Directrice Charleroi Danse, Pierre-Olivier Rollin, Directeur BPS22, Mélanie De Biasio, Chanteuse, Axelle Fischer, Secrétaire générale d'Entraide et Fraternité et d'Action Vivre Ensemble, Kevin Saladé, Président CAL Charleroi, Dominique-Paule De Coster, Maître de Conférences à l'UMons, Faculté Warocqué d'économie et de gestion, Tony Santoccono, Artiste/Ecrivain, **Robert Tangre, Président du Secours Populaire Wallonie-Bruxelles**, Marielle Bruyninckx, Professeure ordinaire UMONS, Michèle Salmon, Plateforme Charleroi Palestine, Vincent Engel, Prof UCL, Laurence Van Ypersele, Prof UCL, Sébastien Brulez, Chargé de campagne Hainaut CNCD-11.11.11

LE MOUVEMENT COOPÉRATIF, HISTOIRE, QUESTIONS ET RENOUVEAU

LE CRISP (CENTRE DE RECHERCHES D'INFORMATIONS SOCIO-POLITIQUE) CONSACRE UNE BROCHURE DÉDIÉE AUX COOPÉRATIVES, QU'ELLE PRÉSENTE DE LA SORTE :



Après une longue période de déclin dans la seconde moitié du XXe siècle, le mouvement coopératif connaît actuellement une nouvelle vigueur. De multiples initiatives coopératives voient le jour et se développent, participant à un véritable mouvement de fond. Ce retour du modèle coopératif est notamment le fait d'activités ressortissant de l'« économie sociale » (ou « secteur privé non lucratif »). Ces structures visent à produire des biens ou services en poursuivant une finalité d'utilité collective, en accordant la primauté à l'humain sur

le capital, et en faisant le choix d'une lucrativité limitée. En Belgique francophone, il s'agit surtout d'initiatives liées à la production et à la consommation d'aliments. Cette recherche d'alternatives au modèle capitaliste prédominant a, derrière elle, une histoire déjà longue. En Belgique, les coopératives sont apparues dans le dernier quart du XIXe siècle, et ont connu leur apogée dans l'entre-deux-guerres, et ont été des acteurs économiques de poids jusqu'au début des années 1980. Les initiatives coopératives actuelles s'inscrivent dans la lignée des coopératives historiques, et en particulier de celles qui étaient liées au mouvement socialiste. Au-delà de leur objet premier, ces coopératives socialistes portaient en effet un projet global de changement de la société.

Il est frappant de constater combien les débats, parfois vifs, qui traversent les initiatives coopératives d'aujourd'hui trouvent un écho direct dans les questionnements auxquels ont été confrontées les coopératives d'hier. Comment assurer une alimentation de qualité à un prix accessible ? Comment toucher réellement les classes populaires et non uniquement les classes plus favorisées ? Comment assurer un fonctionnement interne démocratique ? Quels rapports entretenir avec les producteurs et avec les consommateurs ? Etc. L'histoire éclaire ici le présent d'une façon tout spécialement riche et interpellante.

La brochure remonte aux origines du mouvement coopératif. L'idée germe parmi des penseurs dès 1840. En 1844, 28 tisserands de Rochdale en Angleterre, une ville industrielle en pleine essor économique composée essentiellement d'usines textiles turbinant à plein rendement. Les ouvriers eux vivent dans des conditions sociales difficiles voire misérables et dépendent du patronat pour subvenir à leurs besoins. Après des débuts chaotiques fondent la première coopérative « Les équitables pionniers de Rochdale ». Elle ouvre son premier magasin d'alimentation. Mais cependant, la société croît rapidement et compte 390 membres en 1849. La fondation coopérative s'accompagne également d'une éducation à la consommation coopérative. Rapidement, elle construit des logements à loyer avantageux pour les ouvriers en situation précaire et fonde une caisse d'entraide... C'est cette coopérative anglaise qui encourage le POB à mettre également en place un vaste mouvement coopératif...

Jusque-là, le monde catholique s'appuyait sur des œuvres caritatives pour venir en aide aux plus démunis du monde ouvrier. Le 15 mai 1891, le pape Léon XIII, publie l'encyclique Rerum Novarum (les choses nouvelles) et il faut attendre 1897 pour que des intellectuels chrétiens se penchent sur la

faisabilité de coopératives d'obédience catholique mais c'est seulement en 1910 que sera créée la première coopérative face aux ouailles qui après avoir fréquenté le Vooruit à Gand partent en masse au POB. Cette première coopérative chrétienne, le Boerenbond s'établira à Hasselt pour concurrencer le Vooruit...

Vers les années 1970- 1980, l'individualisme forcené et le début de la mondialisation met un terme à la formidable aventure des coopératives socialistes en Belgique.

Cependant, aujourd'hui, soutenu par la mutualité socialiste Solidaris et la Fédération liégeoise du PS, Marc Goblet, président de la FGTB Liège-Huy-Waremme, a l'ambition, via l'ASBL les Travailleurs Réunis qu'il préside également, de relancer, en plus des Maisons du Peuple, les Magasins du Peuple. Ceci dans le but de faire face aux ravages causés par la crise économique et l'exclusion des plus faibles par la société de consommation et ainsi de rétablir un peu plus de justice et d'égalité. C'est aussi et toujours l'objectif de la Febecoop (Fédération belge de l'économie sociale et coopérative) et de diverses organisations coopératives régionales, européennes et internationales...

Freddy Guidé

LE QUART DE L'ÉOLIEN TERRESTRE MENACÉ DE DÉMANTÈLEMENT EN ALLEMAGNE

La fin du soutien financier allemand aux parcs éoliens datant de plus de 20 ans signifie que ceux-ci seront sans doute démantelés à partir de 2020. Or, ces éoliennes âgées sont nombreuses et leur mise hors service pourrait être plus rapide que l'installation d'équipements neufs. De plus, les coûts de démantèlement sont élevés, certaines parties ne sont pas recyclables et la démolition des imposants socles en béton pose un sérieux casse-tête financier.

L'éolien terrestre joue un rôle important dans le mix énergétique allemand, puisque les 29 000 éoliennes du pays ont couvert près de 16 % de la production électrique en 2017. Depuis l'adoption de la loi sur les énergies renouvelables, en 2000, les exploitants d'éoliennes profitent d'un soutien leur assurant vingt ans de revenus garantis. Les équipements les plus anciens, représentant 4500 MW de puissance installée, perdront cette aide en 2020. Par la suite, de 2000 à 3000 MW d'équipements perdront chaque année l'appui financier de l'État, pour un total de près de 14 000 MW d'ici 2023.

L'électricité des éoliennes ayant perdu le soutien financier de l'État devra alors être vendue au prix du marché spot. La proportion exacte d'équipements à démanteler dépendra du prix de vente pratiqué en 2020, mais on sait que ces éoliennes anciennes sont moins efficaces et qu'elles nécessitent plus d'entretien. On prévoit donc que la plupart ne seront plus rentables et qu'elles devront être mises hors service. Si le prix du marché reste au niveau actuel, le nombre de retraits pourrait dépasser le nombre de nouvelles installations, donnant un coup de frein à cette industrie.

ENJEUX FINANCIERS ET TECHNIQUES DU DÉMANTÈLEMENT

Le démantèlement de la partie aérienne d'une éolienne coûte environ 30 000 euros par MW de puissance installée, soit 60 000 euros pour une éolienne de 2 MW. Comment financer cette dépense ? La plupart des exploitants, notamment les municipalités, seraient mal préparés à cette éventualité.

Une solution serait de vendre ces équipements à l'étranger pour récupérer le coût des travaux. Certains pays, notamment la Russie et diverses nations d'Europe de l'Est et du Maghreb, rachètent de vieilles éoliennes pour leurs propres besoins. Mais le marché demeure limité et l'afflux de matériel allemand pourrait largement dépasser la demande.



Même si le financement du démantèlement peut être assuré, que faire de tous les matériaux récupérés ? Les parties métalliques, en acier ou en cuivre, se recyclent aisément. Mais il n'en va pas de même des pales, habituellement composées d'un mélange de fibre de verre et de fibre de carbone, liées à l'aide de



résine de polyester. On ne sait pas séparer et recycler ces matières, qui pourraient s'accumuler au rythme de 16 000 tonnes par année à partir de 2021. Même leur combustion est à exclure, car les résidus obstruent les filtres des incinérateurs.

Mais ce sont peut-être les socles de béton qui sont les plus problématiques. Dans le cas d'une grande éolienne, ils peuvent faire jusqu'à 20 mètres de profondeur et représenter 3 000 tonnes de béton armé. Leur présence est un enjeu environnemental, parce que l'obstacle permet souvent à plusieurs niveaux de la nappe phréatique, normalement séparés, de se mélanger.

Le code allemand du bâtiment prévoit leur démolition complète. Mais cela serait rarement le cas en réalité, en raison des coûts de centaines de milliers d'euros reliés à cette mesure. Une pratique plus courante, et officiellement tolérée, serait de les démanteler sur les deux ou trois premiers mètres, voire sur un seul, puis de les recouvrir de terre. Mais cela n'aide pas les aquifères.

En somme, les éoliennes vieillissantes sont un problème nouveau, qui pose des problèmes de gestion du mix électrique, de finances et d'utilisation des matériaux récupérés. Il faudra peut-être songer à forcer les exploitants à mieux provisionner cette étape du cycle de vie de leur produit.

Philippe Gauthier

Source : Abbruchstimmung in Deutschland

HISTOIRE

LA RÉVOLUTION ALLEMANDE ET L'ACTION DES MINEURS DE LA RUHR

Dès l'année 1917, une déferlante de grèves spontanées gagne l'Allemagne. Il faut dire que bien que spontané ce mouvement était le résultat de discussions et d'accords pris par des hommes de confiance de diverses usines. La révolution russe d'octobre 1917 avait bien chauffé les esprits, d'autant que la défaite de la bourgeoisie allemande était imminente, et les désertions se multipliaient dans l'armée, comme va le souligner Henk Canne-Meijer :

« L'appareil d'Etat avait perdu toute autorité ; s'il s'écroulait, ici et là, ce n'était pas en conséquence d'une lutte acharnée et volontaire des travailleurs. Leur mouvement rencontrait le vide et s'étendait donc sans difficultés, sans qu'il fût nécessaire de combattre et de réfléchir sur ce combat. Le seul objectif dont on parlait était celui de l'ensemble de la population : la paix. »

II y avait là une différence essentielle avec la révolution russe. En Russie, la première vague révolutionnaire, la Révolution de Février, avait balayé le régime tsariste ; mais la guerre continuait. Le mouvement des travailleurs unis trouvait ainsi une raison d'accentuer sa pression, de se montrer de plus en plus hardi et décidé. Mais en Allemagne, l'aspiration première de la population, la paix, fut immédiatement comblée ; le pouvoir impérial laissait place à la république. Quelle serait cette république ? » Henk Canne-Meijer (1938)



« En novembre 1918, le front allemand s'effondra. Les soldats désertèrent par milliers. Toute la machine de guerre craquait. Néanmoins, à Kiel, les officiers de la flotte décidèrent de livrer une dernière bataille : pour sauver l'honneur. Alors, les marins refusèrent de servir. »

Nouvelles

Ce n'était pas leur premier soulèvement, mais les tentatives précédentes avaient été réprimées par les balles et les bonnes paroles. Cette fois-ci, il n'y avait plus d'obstacle immédiat ; le drapeau rouge monta sur un navire de guerre, puis sur les autres. Les marins élurent des délégués qui formèrent un Conseil.

Désormais les marins étaient obligés de tout faire pour généraliser le mouvement. Ils n'avaient pas voulu mourir au combat contre l'ennemi ; mais ils demeuraient dans l'isolement, les troupes dites loyales interviendraient et, de nouveau, ce serait le combat, la répression. Aussi les matelots débarquèrent et gagnèrent Hambourg ; de là, par le train ou par tout autre moyen, ils se répandirent dans toute l'Allemagne. Le geste libérateur était accompli. Les événements s'enchaînaient maintenant rigoureusement. » Henk Canne-Meijer (1938)

A l'automne 1918, ces mouvements, jusqu'alors sporadiques et cloisonnés plus ou moins les uns par rapport aux autres, prirent une forme précise et généralisée. Aux côtés des administrations classiques (police, ravitaillement, organisation du travail, etc.) parfois même - en partie - à leur place, les Conseils ouvriers prirent le pouvoir dans les centres industriels importants : à Berlin, à Hambourg, Brème, dans la Ruhr et dans le centre de l'Allemagne, en Saxe. Le contexte de l'après-guerre avait considérablement affaibli le pouvoir de l'état, la place semblait libre et le mouvement ouvrier allait s'y engouffrer.



Seulement, cette impression d'enfoncer des portes ouvertes fut de courte durée, la sociale démocratie au gouvernement va s'allier avec les corps francs¹(groupes d'extrême-droite NDLR) et procéder à une répression préventive. Le ministre socialiste Noske lâchera ses troupes réactionnaires des corps francs - parmi lesquelles figure Ernst Rohm, futur dirigeant nazi-. La répression contre révolutionnaire est terrible, en trois jour les révolutionnaires sont anéantis, la loi martiale décrétée, la ligue Spartacus liquidée et le 15 janvier 1919 ses chefs Rosa Luxemburg et Liebnick, sont assassinés, la « commune de Berlin » a vécu et la

sociale démocratie jubile.

Néanmoins, le mouvement révolutionnaire n'est pas encore vaincu, A Berlin, une grève générale éclatera début mars 1919. Pour la vaincre, le pouvoir fit intervenir l'artillerie et les blindés. Les exécutions sommaires se multiplièrent. Léo Jogichés devint après l'assassinat de Rosa Luxemburg et Liebnick le principal dirigeant du KPD, arrêté le 10 mars 1919 il est tué en prison par des policiers.

1« Les corps francs sont nés dans la période de débandade de l'armée et de l'Etat et ne servent que d'instrument à la contre-révolution, en Allemagne et en Russie. Ils sont payés par l'Etat. Comme la situation semble se stabiliser, le gouvernement résout en partie leur problème en interdisant en septembre 1919 la création de gardes civiques, d'autre part en transformant purement et simplement de nombreux corps francs en unités de la Reichswehr. Mais il ne peut les intégrer tous, d'autant qu'il voudrait donner à l'armée un « vernis » républicain. Le gros des troupes qui vont participer à la tentative de Kapp sont des corps francs revenus de Russie après avoir pris part à l'intervention étrangère. Ils craignent d'être licenciés par l'application du traité de Versailles. Une fraction de droite, animée par Kapp, haut fonctionnaire prussien, prend contact avec leurs chefs pour une opération politique » (La gauche communiste en Allemagne 1918-1921, Denis Authier et Jean Barrot ed. Payot p.144)

LA SOCIALE DÉMOCRATIE (SPD) ENTRE LE MARTEAU ET L'ENCLUME.

La sociale démocratie, nous le verrons souvent au cours de cette brochure, considère (quand elle a le pouvoir gouvernemental), qu'elle doit comme gouvernement étatique « maintenir l'ordre » s'allier s'il le faut à la pire réaction pour cela. Lorsque qu' en février 1919 des piquets de grève sont attaqués dans la Ruhr, nous voyons dans certains endroits le SPD s'opposer à la répression, dans d'autres y collaborer.²

Le SPD ne va pas rester longtemps entre le marteau et l'enclume, il choisit d'asseoir sa toute jeune république sur les baïonnettes des institutions impériales. La direction de l'armée ne lui apportera qu'un appui tactique et va se retourner à la première occasion³, c'est ce qui se produira avec le putsch de Kapp. Dès mars 1920, les troupes du général Walther von Lüttwitz composée de 6000 hommes précédemment sous les ordres du socialiste Noske (en janvier 1919) occupent Berlin. Le gouvernement

socialiste s'enfuit, et ne devra finalement son salut qu'à l'initiative des ouvriers en grève et à la formation de l'armée rouge de la Rhur.



FORMATION DE L'ARMÉE ROUGE LE 14 MARS 1920

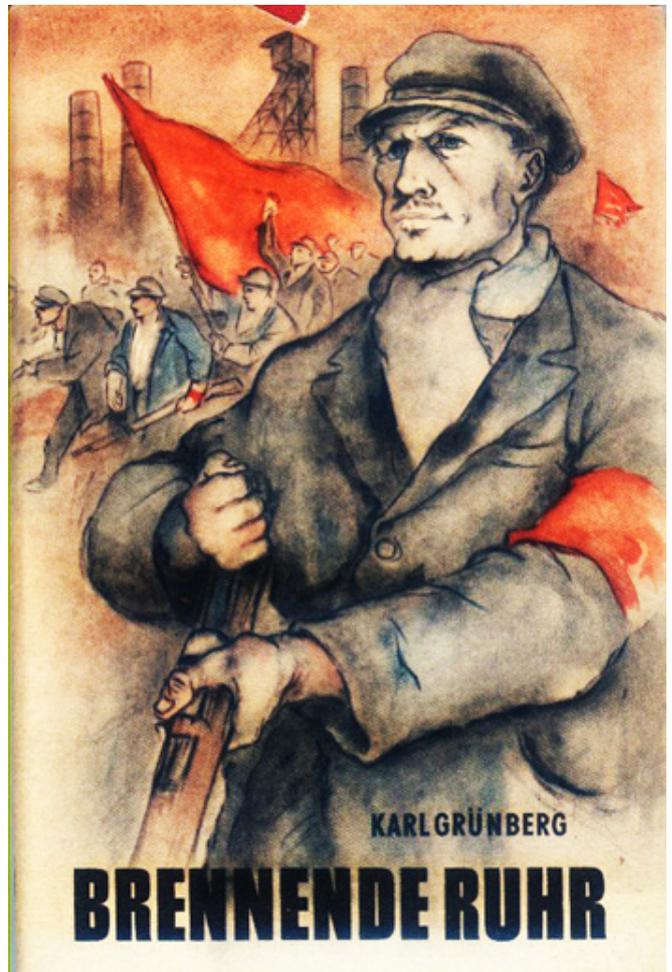
En réaction au putsch de Kapp il va se former l'armée rouge de la Ruhr (Rote Ruhrarmee) elle se compose de quelques 50 000 hommes armés, vétérans pour une grande partie de la première guerre mondiale. Soutenu par 300 000 mineurs en grève. Le 17 mars 1920, les troupes du capitaine Hasenclever, partisan de Kapp sont défaites' armée rouge capture armes et munitions et 600 paramilitaires du Freikorps Lichtschlag. Le 20 mars les conseils ouvriers prennent le pouvoir dans plusieurs villes de la Ruhr.

« La Ruhr est alors le fief de la révolution en Allemagne. C'est là que l'influence de la gauche et des syndicalistes révolutionnaires est la plus forte. Mais aucun groupe n'est assez puissant pour déclencher lui-même un mouvement, et l'insurrection est une offensive spontanée du prolétariat (c'est le premier et l'avant dernier pendant la révolution allemande, avant mars 1921). Au moment du putsch de Kapp, « de nombreuses zones comme la Ruhr et l'Allemagne centrale n'avaient pas encore connu les grandes défaites ouvrière des années précédente...4 » Par contre l'organisation du mouvement révolutionnaire dans la Ruhr a souffert de la scission du KPD, car les unions y sont moins bien implantées, et leur faiblesse favorise les « anarcho-syndicalistes » hostiles à l'action politique qu'ils identifient en définitive à tout ce qui déborde le cadre de l'entreprise » (La gauche communiste en Allemagne 1918-1921, Denis Authier et Jean Barrot ed. Payot p.148)

L'ARMÉE ROUGE NE PARVIENDRA PAS À BRISER LE POUVOIR D'ÉTAT.

Malgré une force de 80 000 et 120 000 prolétaires, un armement important réquisitionné, une artillerie et même une petite aviation, l'armée rouge finira par être vaincue. Le 24 mars, le général Oskar von Watter est aux commandes de la contre révolution et va réprimer l'insurrection. Le bilan est lourd, le 12 avril 1920, les combats prennent fin, plus de 2000 victimes l'Armée rouge est dissoute, l'heure de la répression systématique va sonner.

On dénombre entre 1919 et 1922, 35 600 assassinats politique.



« L'insurrection de la Ruhr et sa répression ont une dimension directement internationale. Le bassin houiller de la Ruhr assure alors 70% de la production allemande de charbon, et possède une importance vitale pour l'industrie européenne elle-même, les bassins houillers français étant encore détruits par suite de la guerre. L'interruption de la production dans la Ruhr bloque très rapidement la vie économique en Allemagne, et devait bientôt

se répercuter sur les autres pays. Or l'occupation militaire de la Ruhr par la Reichswehr⁵, afin de réprimer le soulèvement, était une violation des accords de Versailles. C'est par riposte que les Français occupèrent Francfort sur le Main, bloquant le trafic économique entre le nord et le sud de l'Allemagne, mettant l'économie allemande dans de nouvelles difficultés alors qu'elle était menacée par le mouvement révolutionnaire, les Anglais, conscients de l'importance de l'enjeu (sauver le capitalisme en Allemagne) et par contre coup chez eux aussi), protestent auprès des Français, et, mettant la solidarité entre capitaliste au-dessus des querelles de revanche, révèlent l'importance révolutionnaire mondiale de l'insurrection de la Ruhr (6). Le massacre tiendra la Ruhr écrasée jusqu'en 1923 »

(La gauche communiste en Allemagne 1918-1921, Denis Authier et Jean Barrot ed. Payot p.150)

2 L'offensive contre révolutionnaire aboutit dans plusieurs cas à la dissolution forcée des conseils ouvriers.

3 Le général Groener expliquera que, pour la hiérarchie militaire, il fallait alors s'allier avec le SPD « considérant qu'en cet instant il n'existait pas d'autre parti doté d'une influence suffisante sur la population, en particulier sur les masses ouvrières, qui fût en mesure de rétablir le pouvoir gouvernemental ». Autrement dit, un ralliement tactique et provisoire.
4-La question syndicalep.23-24

5La Reichswehr, littéralement « force armée du Reich », était l'armée de la République de Weimar, de 1919 à 1935. Son organisation reposait sur le traité de Versailles

6« Bassin de la Ruhr et Francfort », in Kommunismus, 17 avril 1920.

IN MEMORIA

AU REVOIR MAURICE, NOTRE CAMARADE.



Ce n'est pas possible, il y a un mois, Jean-Pierre, Jean-Claude, Jacques et moi t'avions fait la surprise de venir fêter ton anniversaire.

Avant d'être Maurice, tu étais surtout MAGIS, trois générations communistes. Alexis, le grand-père qui participa aux luttes du

mouvement ouvrier au sein des Chevaliers du travail qui occupaient la Maison du Peuple de Dampremy ; Maurice, le père, conseiller communal de Dampremy puis de Charleroi, échevin de la culture de Dampremy, conseiller provincial, président de l'asbl Le Progrès.

J'ai fait ta connaissance Maurice lorsque j'ai été admis au sein du comité fédéral de Charleroi début des années 80. Jeune journaliste, tu es devenu très rapidement rédacteur en chef du regretté du journal communiste, Drapeau Rouge, quotidien à l'époque.

En 1988, ayant quitté l'enseignement, suite à mon élection comme conseiller communal, j'ai dû trouver un emploi d'indépendant et le parti me confia la responsabilité de la cogestion de la société éditrice du journal. C'est à cette époque que j'ai appris à connaître davantage Maurice vu nos rapports quotidiens. L'équipe du Drapeau Rouge était une petite famille d'une petite dizaine de journalistes. Autour de Maurice s'agitaient Jean-Pierre Keimeul, Guy Ittelet, Michel Dermine, Patrick Remacle, Nicolas Errante, Marc Sinnaeve, Francis Chenot, Maggy Deweerdt, ... Nombreux ont été les étudiants journalistes, jeunes hommes ou jeunes femmes qui ont fait leur stage au sein de l'entreprise. Beaucoup d'entre eux sont devenus des plumes ou des voix connues dans le monde de la presse tant écrite que radio télévisée. L'ambiance était bon enfant, les relations fraternelles, les journées se terminant devant un dernier verre de blonde au cabaret du coin.

La presse de gauche allait mal. Pour assurer sa survie, Maurice et Pierre Beauvois, le Directeur ont consulté les responsables des quotidiens de gauche - la Cité, du Peuple, du Journal et Indépendance, la Wallonie, ... - pour tenter de créer une presse pluraliste de gauche. Ce fut de vains contacts car l'un après l'autre, les titres allaient disparaître.

Après la Cité, fin 1990, le Drapeau Rouge disparaît. Maurice et Pierre consultent alors de nombreuses personnalités pour lancer un journal pluraliste de gauche. Début janvier 1991, Maurice dirige alors le journal « Libertés ». Un enthousiasme voit le jour au niveau du lectorat, les abonnements se pressent mais les fonds espérés ne suivent pas et fin mai 1991, devant le manque de liquidités, le journal disparaît.

Maurice intègre alors la Fondation Joseph Jacquemotte et lance un mensuel de qualité « Avancées », un peu le Monde diplomatique, sauce belge. Le périodique vivra quelques années mais à

nouveau les fonds ne suivront pas et le lectorat ne s'élargira pas. Un nouveau deuil. Pour Maurice, il n'en a pas fini avec l'écriture. La FJJ devenue Association Culturelle Joseph Jacquemotte est reconnue par la Fédération Wallonie-Bruxelles pour publier des analyses écrites sur des sujets axés sur la politique internationale, la lutte pour la paix, l'antiracisme, l'histoire de monde ouvrier et les luttes sociales. Maurice tiendra la plume jusqu'à l'heure de sa pension.

Vivant dans un premier temps à Souvret, Maurice milita très souvent en ma compagnie au niveau local surtout au sein de l'Union Communale Progressiste et Wallonne (UCPW) où nous faisons équipe pour les grandes tournées de collage ou les distributions de tracts.

Maurice, membre du Bureau politique du Parti communiste en était le responsable international. Avec Jean-Pierre Michiels, nous formions un trio d'amis, partageant des analyses semblables sur l'évolution de la société et de l'espace laissé au parti communiste pour tenter de fédérer la gauche radicale. Nous n'avons pas réussi mais Maurice tout comme nous savait qu'un jour, devant l'impasse où nous précipiterait le capitalisme financier, renaîtrait un parti partageant les mêmes valeurs que les nôtres. C'est encore à venir tant que ne disparaîtra pas la main mise partisane.

Maurice devant la détresse sociale, notre camarade fit partie du quarteron courageux qui créa en 2001 le Secours Populaire Wallonie-Bruxelles et il s'activa beaucoup en établissant des liens entre notre mouvement et les territoires palestiniens et le Liban. Il en assumait la responsabilité jusqu'il y a peu, la vice-présidence.

A Charleroi, Maurice, ta perte nous attriste énormément. Nous formions certes un groupe de militants mais aussi et surtout d'amis, n'est-ce pas, Jacques, Jean-Claude, René, Thierry et combien d'autres, En ce triste moment, tu nous rappelles Luigi ou Michel qui t'ont précédé.

Merci Maurice pour tout ce que tu as fait, le respect de tes engagements, ton sens de l'ouverture et de la fraternité.

Robert Tangre

INTERNATIONAL

L'AVÈNEMENT DE MACRON EST NÉ D'ILLUSIONS COLLECTIVES

La baisse de popularité du président n'est-elle qu'un incident de parcours? Pour Roland Gori, qui publie « la Nudité du pouvoir. Comprendre le moment Macron », elle révèle la nature délétère de son pouvoir sous des habits tissés d'illusions collectives. Il est temps de déchirer le voile.

Ceux qui de simples personnes deviennent princes par le moyen seulement de fortune n'ont pas grand-peine à y parvenir mais beaucoup à s'y maintenir; et ils ne trouvent pas fort mauvais chemin au commencement, car ils y volent, mais toutes les difficultés naissent après qu'ils sont en place. » (Nicolas Machiavel, « le Prince »). Au moment où de nouveaux records d'impopularité affectent Emmanuel Macron et Édouard Philippe, le chef de l'État, fin lecteur des œuvres du plus grand des penseurs politiques de l'époque moderne, devrait tirer les enseignements de sa mise en garde.

Dans le cas d'Emmanuel Macron, la difficulté principale de son autorité est dans la manière même dont il a su la conquérir, lui qui avait surgi de nulle part. Un jeune homme quasiment inconnu, défiant toutes les procédures habituelles et toute régulation préalable en usage dans les partis traditionnels. Je reprends Max Weber lorsqu'il oppose la domination charismatique aux dominations bureaucratique et patrimoniale. Le « miracle » Macron repose pour une part sur l'élection d'un candidat « providentiel » émergeant dans un désert politique parsemé de rares oasis, insuffisantes dans tous les cas pour se désaltérer. Son « charisme » lui a permis de se saisir du pouvoir en profitant du hasard et des opportunités, en coagulant les illusions collectives et les mécontentements, en exploitant les humiliations et les colères sociales.

Mais cette illusion de l'autorité charismatique a un prix: une telle autorité doit en permanence « faire la preuve de ses forces dans la vie », comme l'écrit Max Weber. À partir de ce moment-là, sa baisse de popularité ne prend pas le même sens qu'au sein des démocraties libérales traditionnelles. Elle entame un des piliers les plus solides de ce pouvoir plutôt démuné en élus locaux, sans véritable parti et avec peu de corps intermédiaires qui, traditionnellement,



consolident un gouvernement en difficulté auprès du peuple. La chose est d'importance.

APPARITION D'UNE FAILLE STRUCTURALE

L'enquête de l'institut YouGov du 7 septembre 2018, indiquant que le chef de l'État perd 4 points d'opinion favorable sur son action en un mois (23 %), et son premier ministre 6 points (24 %) – cela dans toutes les franges de l'opinion –, est une mauvaise nouvelle pour le pouvoir. Bien sûr, qu'Emmanuel Macron fasse pire que son prédécesseur à la même époque constitue un signal fort de désapprobation de son action.

Mais ce que la presse attribue à « une mauvaise passe » est bien plus que cela. C'est un moment de vérité au cours duquel les « habits invisibles » du pouvoir apparaissent pour ce qu'ils sont : une illusion collective née d'un malentendu, fabriquant des fictions et des croyances, sacrifiant aux conformismes et aux aveuglements. Dans ce cas particulier, le désamour de l'opinion révèle une faille structurale. Emmanuel Macron prétendait n'avoir de comptes à rendre qu'à la nation : « C'est à mon pays seul que va mon allégeance, non à un parti, à une fonction ou à un homme. » Et le voilà aujourd'hui directement confronté au mécontentement populaire.

JUSQU'À L'OPPORTUNISME

Il est entré dans le jeu politique « par effraction »,

et par le caprice du hasard qui a fait sa fortune. Il a su se saisir de toutes les opportunités, sans doute jusqu'à l'opportunisme. Qu'on le déplore ou qu'on s'en réjouisse, l'homme a du talent... et de la chance. Dans l'ambiguïté et le malentendu d'une époque, il a surfé sur le désir de dédagisme d'une partie de l'électorat autant que sur la volonté conservatrice d'une autre. Il a conquis le pouvoir en exploitant le discrédit des partis traditionnels. Une droite traditionnelle engluée dans des « combinaisons » douteuses qui révèlent sa dépendance au milieu des affaires. Une gauche de gouvernement qui, au-delà du bilan du quinquennat de François Hollande, avouait son virage au social-libéralisme. Cette crise des partis traditionnels, consécutive entre autres à l'effacement des frontières entre cette gauche et la droite, converties toutes deux à la religion du marché néolibérale, débouchait sur une détresse sociale, grosse de colères et d'humiliations, qui s'emparait des peuples occidentaux en portant au pouvoir des extrêmes de toutes sortes.

Avec Emmanuel Macron, ce fut la victoire de « l'extrême centre » affichant une ferveur pour la théologie entrepreneuriale, promue « foyer d'expérience » de tout, individu, nation ou services



publics. Cette offre politique revendiquée n'a jamais caché son néolibéralisme pro-européen. L'Europe de Macron n'est pas l'Europe humaniste des fondateurs chrétiens et démocrates, mais le transnationalisme des élites technocratiques dévouées au monde des affaires et soucieuses de recomposer les ensembles nationaux pour favoriser l'économie. Là où Sarkozy et Hollande gouvernaient « honteusement » au centre, Macron s'en glorifie. Il n'a pas l'Europe honteuse, cachée dans une propagande nationale. En ce sens, l'Italien Salvini et le Hongrois Orban lui font un énorme cadeau électoral en le désignant comme leur adversaire préféré en Europe... Et pourtant la baisse de popularité actuelle de l'exécutif ne provient-elle pas d'une prise de conscience ? À la manière de Tancredi du « Guépard » de Giuseppe Tomasi di Lampedusa, Emmanuel Macron avait promis de bouger toutes les lignes dans le pays... pour que rien ne change !

SE FONDER SUR LA JUSTICE ET NON LA COMPASSION

Quant aux deux « ennemis » qui s'affrontent au nom du « progressisme » et du « nationalisme », ils partagent en fait une vision commune : l'attachement à une société administrant les hommes comme des choses, exigeant une compétitivité nationale fondée sur la production économique. Ce que l'« illibéralisme » des nationalismes pense obtenir par un repli nationaliste, le libéralisme de Macron et de Merkel prétend y parvenir par un transnationalisme européen. Or, l'un alimente l'autre.

Seul le désir de démocratie incarné par des peuples qui se risqueraient à dire que « l'empereur est nu » pourrait faire objection à ces dérives de l'ultralibéralisme comme de « l'illibéralisme » nationaliste et xénophobe. Ce qui supposerait une réhabilitation de la parole dans l'espace public pour (re)créer un monde commun sans lequel la démocratie n'est pas. Et une (re)construction des espaces de liberté, d'égalité et de fraternité fondés sur la justice et non sur la compassion.



Or, la justice et la sagesse fondent dans les « eaux glacées » du calcul macronien décliné sur le mode de l'économie et du numérique. Le social pour lui n'advient que de surcroît par la réussite entrepreneuriale des « gens qui font quelque chose », opposée à « ceux qui ne sont rien ». Quant à la démocratie, elle n'est pour ce pouvoir qu'un ensemble de pratiques sociales solubles dans le numérique.

UN ÉTAT CRÉOLISÉ PAR LE MONDE DES AFFAIRES

Avec la baisse de popularité de l'exécutif, c'est un des piliers du pouvoir macronien lui-même qui vacille, sans que l'on puisse savoir encore s'il s'agit d'une secousse passagère ou d'un ébranlement vital. Mais ce vacillement met à nu la fragilité de la structure. Le pouvoir de cet exécutif et de son « mouvement » ne repose que sur une autorité verticale et jupitérienne, entourée par une « noblesse » néolibérale, une garde prétorienne partageant la même vision d'un État hybride, créolisé par le monde des affaires et des start-up, une « aristocratie » qui lui doit tout, manipulant les réseaux sociaux, et chargée, faute de parti et d'élus, de convaincre l'opinion. D'où l'importance accordée aux médias et aux start-up du système fabriquant les idées à la mode post-démocratique. Machiavel, cinq siècles avant nos publicités hollywoodiennes, invite le Prince à ne présenter que l'image qui convient au pouvoir : « Tout le monde voit bien ce que tu sembles, mais bien peu ont le sentiment de ce que tu es ; et ces peu-là n'osent contredire à l'opinion du grand nombre. »

De ce point de vue, il y a entre le macronisme et le Mouvement 5 étoiles de Beppe Grillo comme un air de famille. Ces mouvements attrape-tout prétendent redonner le pouvoir aux simples citoyens par le jeu des consultations numériques, formes nouvelles de l'ochlocratie (1), dont la démocratie nous préserve encore. Les foules aujourd'hui sont numériques, elles n'ont pas davantage qu'hier soif de vérité, elles réclament des illusions, des émotions, des aveuglements passionnels d'amour et de haine qui privilégient les tweets aux dépens du dialogue.

La démocratie, à l'inverse de l'ochlocratie, procède de la capacité d'extraire du pouvoir de la foule un régime particulier de parole et de décision. Ce que les logiques consuméristes compromettent. Et c'est bien pourquoi le populisme despotique et nationaliste, à la manière de Trump, Orban ou Salvini, s'accorde parfaitement avec une vision néolibérale du monde. Ochlocratie et religion du marché concourent, chacune à leur manière, à l'émergence d'un monde post-démocratique que favorise l'usage populiste

des nouvelles technologies.

L'EMPEREUR EST NU

Machiavel est celui qui a le premier dans la modernité insisté sur la dimension de représentation du pouvoir. Ce sont ces mises en scène qui habillent l'Empereur pour ne pas avoir à reconnaître qu'il est nu. On oublie bien souvent que Machiavel s'adressait autant au peuple qu'au Prince: « Pour bien connaître la nature des peuples, il convient d'être prince, et pour celle des princes, être populaire. » De même, disait-il, que l'on voit mieux les vallées du haut de la montagne, et que l'on distingue mieux le sommet depuis la plaine. La lucidité dévoile aux uns comme aux autres la nudité de l'autorité que chacun couvre à sa façon. Si nous retrouvions le courage de dire cette nudité du pouvoir, nous pourrions risquer la démocratie.

(1) Régime politique où la foule a le pouvoir d'imposer sa volonté, où les décisions relèvent des phénomènes passionnels collectifs provoqués par les manipulations démagogiques et populistes. Il s'oppose aux formes rationnelles et argumentatives de la démocratie.

Roland Gori

Extrait de l'Humanité

L'EUROPE AUJOURD'HUI : « QUAND L'ESTONIE REVENDIQUE SON CARACTÈRE NAZI



L'Estonie, qui faisait partie de la Russie depuis le 18^{ème} siècle, demande des compensations justement à la Russie, qui l'a libérée malgré elle d'une occupation par l'Allemagne nazie avec laquelle elle collaborait plus qu'activement et dont elle se

souvent toujours aujourd'hui avec enthousiasme. A l'heure des pleurnicheries incessantes érigées au rang de politique institutionnelle, l'on ne peut qu'être surpris du silence consentant des pays de l'Union européenne face à une telle glorification du nazisme au sein même de l'Europe.

Une fois n'est pas coutume, l'Estonie demande à la Russie de lui verser une compensation pour l'avoir libérée de l'occupation allemande, l'occupant – du point de vue estonien – étant donc l'URSS.

Récapitulons. L'Estonie entre dans l'Empire russe par le traité de 1721, sans discontinuer jusqu'à la chute de l'Empire où elle a une courte période d'indépendance de 1921 (pacte de reconnaissance mutuelle) jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. En 1939, face à l'entrée en guerre de l'Allemagne nazie, l'Estonie et l'URSS signent un pacte d'assistance mutuelle et en 1940, l'Estonie revient vers la Russie et entre dans l'URSS.

C'est ici que la désignation de « l'occupant » se complique, si l'on veut garder le politiquement correct européen. Car si l'Estonie demande pas moins de 92 milliards de roubles suite à « l'occupation soviétique », même si le ministère estonien des affaires étrangères est contre, elle n'a rien à reprocher à l'occupation allemande, qu'elle considère manifestement comme une vague de libération civilisationnelle de l'Europe. Donc si l'on suit la logique du pouvoir estonien, en 40, l'URSS occupe l'Estonie, qui est libérée en 41 par l'Allemagne nazie et à nouveau occupée avec la chute regrettable des nazis.

Que reproche finalement l'Estonie à la Russie ? Elle lui reproche de l'avoir « occupée » en 1940 – devant l'avancée de l'armée nazie. Et en raison de cela, du fait que l'URSS ait combattu les nazis, plus de 24 000 Estoniens sont morts et 139 000 ont dû partir. Donc si l'on comprend bien la logique, l'Estonie n'avait pas du tout envie de combattre les nazis, qu'elle attendait, mais l'URSS l'a empêchée de réaliser ce rêve européen. Ainsi les « répressions staliennes » dont il est également question et sans que l'on sache si le chiffre de 49 000 comprend ou non les chiffres précédents (comme toujours lorsqu'il s'agit des « répressions staliniennes », le seul mot doit faire suffisamment peur pour que personne ne demande de précisions) ne peuvent être celles des années 30 contre les révolutionnaires, mais il s'agit du nettoyage d'après-guerre. Ces « répressions » qui ont eu lieu contre les collaborateurs dans les pays européens aussi, même si leur rapport à la victoire et leur comportement pendant la Seconde Guerre mondiale posent parfois question ...



L'Estonie se souvient toujours avec chaleur de cette « glorieuse » époque où l'Allemagne n'était pas un occupant et chaque année des réunions SS ont lieu. Le rassemblement en Estonie des ex-SS et des zéloteurs du Troisième Reich est tous les ans rejoint par leurs compagnons de lutte de Lettonie et de Finlande pour célébrer l'anniversaire des combats pour Sinimae. En 1944, ce lieu était le théâtre des combats acharnés. Les nazis ont reculé en subissant des pertes énormes sous la poussée des troupes soviétiques mais cette débâcle ne gêne pas du tout les anciens légionnaires estoniens qui rendent le devoir de mémoire aux bourreaux SS.

PETIT RAPPEL DE LEURS FAITS D'ARMES.

Dès l'occupation allemande, des légions SS estoniennes ont été constituées. Avec l'aide de l'Abwehr (renseignement militaire allemand jusqu'en 1944) et des SD, au mois de novembre 1941, ils ont perpétré 5 033 raids, arrêté 41 135 personnes, fusillé sur place 7357 personnes, dont 2000 Juifs. Quand l'armée allemande a pris Tartu, ils ont liquidé les représentants du pouvoir soviétique, les prisonniers de guerre et des civils à hauteur de 12 000 personnes. Cette année-là, trois bataillons de 1 330 hommes chacun ont été intégrés dans l'armée allemande.

En 1942, leurs « forces de police », en Estonie, se montaient à 10 400 hommes. C'est alors que le 36^{ème} bataillon policier estonien a participé au massacre des Juifs en Biélorussie, dans la ville de Novogrudok. D'autres servaient à garder les camps, notamment en Ukraine. Ils ont participé dans les opérations contre

les populations civiles en Biélorussie et en Russie. Ils ont liquidé des villages entiers comme Babino. Le bataillon spécial Ostaland participait en Ukraine et en Biélorussie au massacre des Juifs à hauteur de 12 000 personnes. En novembre 1942, ce bataillon, avec l'armée allemande, a mené des opérations contre les groupes résistants de partisans dans la région de la ville de Ovrutch, où ont été détruits plus de 50 villages et fusillés plus de 1500 habitants. Dans l'un d'eux, 40 paysans ont été brûlés vifs. Ces « policiers » estoniens étaient également utilisés pour exterminer les Juifs menés en convois depuis les camps des pays d'Europe. Ainsi, le 5 septembre 1942, dans la petite localité estonienne de Kaasiku, un convoi de 1000 Juifs provenant du camp de concentration de Theresienstadt, mis en place par la Gestapo dans ce qui est aujourd'hui la République Tchèque, a été fusillé par les « policiers » estoniens. L'opération s'est renouvelée sous peu avec les Juifs en provenance de Berlin.

En 1943, les Estoniens ont été restructurés avec les Allemands pour mener de grandes opérations contre les groupes résistants de partisans soviétiques, dans le cadre des opérations « Henrich » et « Fritz ». Dans le camp de concentration de Kooga en Estonie, qui était gardé par des Estoniens (287^{ème} bataillon de policiers estoniens) ont été transférés plusieurs milliers de Juifs venant d'autres camps de Vilnius, de Transylvanie, etc. Ils furent tous fusillés par les Estoniens juste avant leur libération par l'armée soviétique.

En 1944, ils prennent du galon et sur ordre direct d'Hitler est constituée la 20^{ème} division SS estonienne, qui sera rejointe par différents corps. Elle sera constituée de plus de 15 000 hommes. Elle a pris part aux combats contre l'armée soviétique en 44 où elle subit de grosses défaites. Elle fut reconstituée ensuite avec d'autres divisions SS.

Le 13 janvier 1945, ils ont été envoyés se battre en Allemagne à Wittenberg contre l'armée soviétique, où ils furent encore battus, réfugiés en Tchécoslovaquie où ils restèrent jusqu'à la fin de la guerre. Ils furent faits prisonniers (environ 10 000 hommes) à proximité de Prague par les Soviétiques, mais une partie d'entre eux (environ 3 000 hommes) est allée vers l'Ouest se rendre aux Anglais et aux Américains.

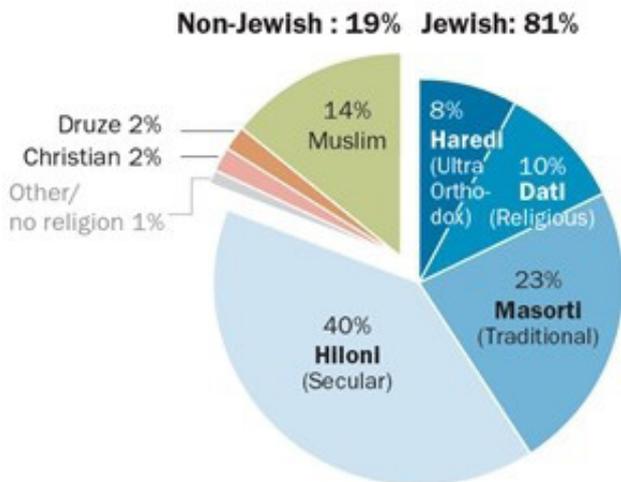
D'une manière générale, durant toute la Seconde Guerre mondiale, environ 70 000 Estoniens se sont battus aux côtés des nazis et ont tué environ 150 000 personnes.

Effectivement, ils supportent mal « l'occupation soviétique » et le nettoyage qui a eu lieu ensuite. Avoir été si proche de la grande culture européenne pour finalement retourner en Russie, comme ce fut le cas de toute leur histoire pendant des siècles ... Heureusement, l'Union européenne est là aujourd'hui et il est enfin possible de réécrire l'histoire en toute tranquillité.

Publié par Karine Bechet-Golovko

ISRAËL : UN PAYS DE PLUS EN PLUS RELIGIEUX – SUR LA VOIE DE L'AUTODESTRUCTION

Les résultats d'une enquête sur la poussée du sentiment religieux en Israël suscitent une avalanche de commentaires



Plus de 80 % des Juifs d'Israël croient en Dieu, 67 % se considèrent comme le « peuple élu » et 61 % estiment que la vie publique en Israël doit s'organiser selon le rythme de la tradition judaïque, révèle Yediot Aharonot. Aux questions* portant sur les attitudes en cas de conflit entre la Halakha (Tradition judaïque) et la législation démocratique israélienne, les réponses sont tout aussi intéressantes.

Ainsi, 85 % des haredim (ultraorthodoxes) et 49 % des religieux traditionnels obéiraient à la Halakha ; 84 % des laïcs antireligieux et 64 % des laïcs modérés préféreraient la démocratie, et, enfin, 48 % des religieux occasionnels adapteraient leur choix en fonction des circonstances. En définitive, vu le poids de chacun de ces groupes, il ressort que 44 % des Israéliens respectent la loi israélienne et la démocratie, 20 % obéissent à la Halakha et 36 %

n'ont pas d'opinion arrêtée.

Immédiatement, les commentaires sont allés bon train dans ce pays profondément clivé entre laïcs et croyants, militants laïcistes et activistes ultraorthodoxes. Dans Ha'Aretz, sous le titre « Une israélianité défaitiste », le commentateur Uri Misgav ironise : « John Lennon disait que Dieu est un concept qui nous aide à mesurer notre souffrance. Si tel est le cas, alors Israël est un peuple en grande souffrance. Mais il y a diverses façons de lire ce sondage et pas forcément de la façon catastrophiste privilégiée par certains. Ainsi, les Israéliens interrogés ne se sont pas vu proposer des alternatives suffisamment subtiles et ont dû se positionner devant des questions formulées dans un contexte politique où les uns et les autres s'accusent de laïcisme, de coercition religieuse, etc.

D'autre part, même si cela peut choquer, la référence au « peuple élu » n'est jamais que le fruit d'une confusion renforcée par la culture sioniste entre peuple juif et foi juive. Après tout, les Etats-Unis sont une nation très religieuse mais cela n'a jamais poussé les Américains à rendre la justice au nom de Dieu. Enfin, qu'y a-t-il d'étonnant à ce qu'une majorité de Juifs préfère être administrée selon un rythme juif ? Ce qu'il y a de véritablement gênant, c'est que les institutions religieuses chargées de vivifier ce rythme instillent de plus en plus, et avec les deniers publics, une culture bellueuse, ethnocentriste et ultranationaliste ».

Toujours dans Ha'Aretz, Doron Rosenblum se demande quant à lui « où est passée l'israélianité ». « Ce que ce sondage confirme, c'est que l'identité israélienne laïque est de plus en plus un mythe dans une société travaillée au corps par les nationalistes religieux et les ultraorthodoxes ; bientôt, cette



société n'aura plus rien d'israélien, mais ne sera plus qu'une tribu juive nationaliste. »

D'autres éditorialistes refusent de se focaliser sur ce sondage sujet à trop d'interprétations et préfèrent s'attarder sur des réalités qui fâchent. Ainsi, dans Maariv, la journaliste Saray Makover-Belikov rappelle que, « en dépit de réformes judiciaires, les tribunaux religieux, seuls habilités, comme ailleurs au Moyen-Orient, à célébrer les mariages et à prononcer les divorces, continuent à faire vivre un véritable enfer aux femmes croyantes et divorcées, un enfer que la plupart des laïcs qui n'y sont objectivement pas soumis préfèrent ignorer ».

Pour sa part, sous le titre « La religion de la Shoah », Merav Michaëli s'inquiète dans Ha'Aretz d'une réponse que peu de chroniqueurs semblent avoir relevée : « pour 98 % des Juifs israéliens interrogés, le principe qui doit guider Israël et le judaïsme n'est ni plus ni moins que la 'mémoire de la Shoah'. Bref, ce qui fait consensus en Israël, ce n'est pas le respect du précepte religieux ou de la règle démocratique, mais tout simplement la mémoire d'un génocide.

Outre cette culture traumatique, ce qui devrait nous faire paniquer, c'est que l'enseignement de la Shoah, selon d'autres enquêtes, n'encourage que 2,5 % des jeunes Juifs à reconnaître la primauté des principes démocratiques mais en encourage 12 % à s'engager 'activement' dans l'armée. Nos dirigeants ont réduit le judaïsme au rang de syndrome post-traumatique et nous engagent sur le chemin de l'autodestruction ».

*L'enquête a été effectuée en 2009 et vient d'être rendue publique

Le Courrier international le 06-02-12

LIBRES PROPOS :

« LES GILETS JAUNES, UNE JACQUERIE POUJADISTE ? »

Un phénomène nouveau se manifeste sur nos routes et autour de dépôts pétroliers : les Gilets Jaunes... Faut-il l'écrire avec une majuscule ou est-ce un feu de paille. Toujours est-il que la fashospère est en ébullition. Ce prétendu mouvement a pris racine en France et s'est rapidement répandu chez nous. Certains issus du Parti Populaire de Mickaël Modrikamen (extrême-droite) comme Claude Gilles, rêvent de créer un parti Jaune (?). Que revendiquent-ils au juste ? Une baisse des tarifs à la pompe, moins de taxes en somme. Et comment va-t-on réparer ces

routes que les automobiles empruntent chaque jour. Et surtout avec quel argent, que même ceux qui ne possèdent pas de voiture financent ces travaux sans rechigner. Ils sont plus nombreux que l'on ne pense... A ces questions, les gilets jaunes n'apportent pas de réponses...



Ces jaunes, ça me rappelle de mauvais souvenirs. A une époque où je travaillais en sidérurgie, les jaunes étaient ceux qui ne participaient pas aux grèves organisées par les syndicats «rouges». Ceux-là, considérés comme «traîtres» défendaient les intérêts du patronat en référence à un syndicat jaune créé en France en 1899...

Mais revenons aux Gilets jaunes. Même les fachos du Bloc Nation se sont mobilisés. On les a retrouvés ainsi en compagnie de militants qualifiés de gauche à Couvin-Philippeville sur un blocage routier. Le Bloc Nation n'a donné aucune consigne à ses militants ! Ils étaient là pour casser du flic...

A Feluy des casseurs sont venus bloquer l'autoroute E19 en abattant des arbres et en tronçonnant des lampadaires avant de mettre le feu à un camion-citerne. Visiblement, les Gilets Jaunes, n'apprécient pas les médias. La RTBF avait envoyé un caméraman et une journaliste, Vincianne Votron, les Zorro des pompes à essence ont caillassé leur voiture et enlevé la caméra en la déposant à terre. Celle-ci a continué à enregistrer le son. On entend ainsi ces énergumènes traiter les journalistes de tous les noms d'oiseaux dans un langage très fleuri. La jeune femme témoigne : «Ils nous ont chassés à coups de tessons de bouteilles, en nous lançant des fumigènes, en nous obligeant à fuir.» La journaliste blessée aux jambes et la RTBF ont porté plainte

Le vendredi 23 novembre, d'autres hooligans ont voulu piller un camion sur le ring de Charleroi à hauteur de la sortie Dampremy. Ils entravaient les manœuvres du semi-remorque à l'aide de barres de

fer. Ce n'était même pas un camion-citerne...

Le fuel de chauffage commence à manquer et ces justiciers de la pompe à essence prétendent défendre le pouvoir d'achat... !

Freddy Guidé

GILETS JAUNES ET VACANCES LOW-COST ».



On ne le dit jamais assez : les compagnies aériennes sont exemptes de taxes sur le kérosène contenu dans le réservoir des avions et cela depuis 1944. Il n'est pas rare de constater par exemple qu'un trajet d'avion vers certaines destinations coûte moins cher que de s'y rendre en train. Pourquoi cette distorsion ? Le

train s'acquitte de taxes sur l'électricité tandis que l'avion n'est soumis à aucune taxe sur le carburant. Comment cela se fait-il ? Il faut remonter loin. A la fin de la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis veulent continuer à faire tourner leurs usines qui produisent des avions et développer l'aviation civile. Dans ce cadre, la Convention de Chicago, signée en 1944, vise à encourager le développement des liaisons internationales. Cette convention prévoit notamment que le carburant contenu dans les réservoirs d'un avion ne peut pas être taxé à l'arrivée d'un pays. Dans la foulée, les pays signent alors une série d'accords bilatéraux empêchant toute taxation.

A l'époque, on voulait encourager le développement aérien. Mais 74 ans plus tard cela-a-t-il encore du sens ? Selon certaines études d'ONG, une légère taxe de 0,302 euros par litre de carburant générerait un pactole de ... 17 milliards d'euros à chaque état ! Mais c'est sans compter sur le puissant lobbying des compagnies aériennes.

Ce qui choque les ONG et certains députés dans ce débat, c'est que le kérosène ne génère pas d'impôt mais pollue au maximum et contribue ainsi au réchauffement climatique. Un avion émet environ

140 grammes de CO2 au kilomètre par passager contre environ 100 grammes au kilomètre pour un automobiliste. La contribution de l'aviation aux émissions globales de gaz à effet de serre de l'Union Européenne est estimée à seulement 3% mais selon un rapport spécial du GIEC (Groupe Intergouvernemental pour l'Etude du Climat), l'impact serait en fait 2 à 4 fois plus important.

Dans le quotidien le Soir de ce 30 novembre, un Gilet Jaune d'Erquelinnes s'exprime, il possède deux voitures, l'une pour conduire les enfants à l'école, l'autre pour se rendre au travail. Oui, il part en vacances avec une compagnie low-cost de la région où les travailleurs sont payés au lance-pierres. Des travailleurs qui comme lui, tirent le diable par la queue. Tandis que d'autres Gilets Jaunes tiennent des propos du café du commerce sur les migrants qui perçoivent 800 euros par mois dès leur arrivée sans avoir cotisé comme eux à la sécu et des propos du même tonneau comme par exemple les salaires des ministres...

Freddy Guidé

PS ET PTB : VALSE DE NÉGOTIATIONS À CHARLEROI...

Les négociations entre le PS et le PTB à Charleroi ont vécu... Ce n'est pas faute d'avoir essayé. Constatons d'abord que le PTB s'est présenté non contre la droite au pouvoir dans les grandes villes et communes wallonnes ou bruxelloises mais là où le PS est installé comme pour le pousser dehors et ravir sa place. Ce fut le cas à Charleroi, à Liège et à Molenbeek-Saint-Jean.

Mais revenons à Charleroi. Qu'est ce qui a coincé entre ces deux partis ? On peut se poser la question de savoir s'il y avait une réelle volonté de participer au pouvoir de la part du PTB car il y a une marge entre les discours démagogiques en promettant la Lune aux gens (comme on dit au PTB qui s'adresse aux gens et non aux travailleurs citoyens) et la réalité du pouvoir. A Charleroi, Paul Magnette leur proposait deux échevinats. Celui du logement et le second, celui de la mobilité. Leur dada en quelque sorte...

Germain Mugemangango (PTB) demande d'emblée la création de 1000 logements sociaux tandis que Sofie Merckx qui hériterait de la Mobilité émit le vœu de voir émerger la gratuité des transports en



commun à Charleroi, rien que ça ! Pour ces deux mesures cela coûterait deux mille euros à chaque citoyen carolo.

Comme toujours, le PTB ressort le bon vieux «Y a qu'à» où «Faut qu'on». En l'occurrence ici, le PTB proposait que les agences bancaires de la ville crachent au bassinet. C'est oublier qu'elles y vont déjà de leur poche et que l'on risque de les voir s'installer leur agence dans une commune voisine plus clémente. Résultat des revenus en moins pour la ville...

Le PTB demanda également que l'on crée un bureau d'éthique et de transparence. C'est oublier qu'en son temps, le Bourgmestre Jean-Claude Van Cauwenberghe avait déjà créé un gadget similaire

et on sait ce que cela a donné !

Dans la foulée, le PTB demande que Magnette cesse le développement de la ville basse. Cette décision avait été prise démocratiquement auparavant par l'ensemble du Collège de la ville mais apparemment, le PTB s'assied sur la démocratie...

Dans certaines villes comme à Liège par exemple le PTB demande la réduction du salaire du Bourgmestre de 50 %, une mesure totalement démagogique car restons sérieux, le salaire du Bourgmestre dans une ville comme Liège ou Charleroi représente... 0,01% du budget communal ! Il est vrai que cette demande ne fut pas formulée à Charleroi...

Le PTB est parti en claquant la porte car les demandes de son programme n'étaient pas rencontrées...

Freddy Guidé.

LE PEUPLE ÉLU PAR QUI ?

«Un peuple qui en opprime un autre ne pourrait lui-même s'émanciper» écrivait le philosophe allemand Friedrich Engels. Cette sentence peut s'appliquer à l'Etat d'Israël car comment qualifier autrement son attitude actuelle vis-à-vis des Palestiniens ?



Suffit-il de faire démarrer le Tour d'Italie 2018 depuis Haïfa en parcourant trois étapes dans cet état pour le rendre honorable ? La chanteuse Netta Barzilai qui remporte le prix de l'Eurovision 2018 et déclare qu'elle remercie le jury d'avoir reconnu : «L'éveil du pouvoir féminin et de la justice sociale». Heu ! De quelle justice parlez-vous ? Celle qui consiste à massacrer des dizaines de Palestiniens - dont un enfant de huit mois - qui défilent désarmés dans leur prison à ciel ouvert ou plus grand camp de concentration du monde ?

Pendant ce temps, la communauté internationale détourne le regard. Les Américains se remémorent le bon vieux temps où leurs ancêtres flinguaient des Indiens à tour de bras pour voler leurs terres. Ils décident de déménager leur ambassade de Tel-Aviv à Jérusalem en s'asseyant sur le droit international..

Les Juifs n'affichent que du mépris à l'égard des Palestiniens, mais aussi à l'égard de tout ce qui n'est pas juif. Lorsque je me suis rendu en Palestine, - en réalité on atterrit d'abord à l'aéroport Ben Gourion de Tel Aviv et là, d'emblée on vous fait sentir que vous êtes un goï, vous êtes une « sous merde » qui ne fait pas partie du «peuple élu». Les juifs, eux se considèrent comme étant le «peuple élu». Par qui,

on se le demande ?

Au départ de Liège, dans l'avion, nous étions entourés de juifs ashkénazes qui se rendaient en terre sainte (?). Ils ont prié durant tout le trajet. Quand nous sommes arrivés dans le hall d'accueil où il faut montrer patte blanche (son passeport) sauf les Ashkénazes. Une sortie a été spécialement conçue pour eux où seul leur accoutrement suffit. Pas besoin de passeport, Même dans la salle d'attente, la fille qui vous sert un café affiche son mépris vis-à-vis du goï que vous êtes...

Que dire des checkpoints que vous devez franchir quand vous provenez de l'état d'Israël pour pénétrer en Palestine ou plutôt dans les territoires occupés ? Un soldat avec un fusil aussi grand que lui pointe son arme dans votre direction, prêt à faire feu ! J'étais allé à Ramallah avec une équipe pour filmer une représentation théâtrale d'une compagnie de La Louvière : «Terre promise». Au checkpoint de Kalandia près de Ramallah, un soldat israélien m'a interpellé alors que je filmais les interpellations par des soldats de Palestiniens qui transitaient pour se rendre au travail. Je le filmais alors qu'il s'amusait avec un chien tandis que les Palestiniens patientaient. Tout à coup, le militaire aboya : «No movies». Je rangeai ma caméra et sortis mon appareil photo. Il aboya à nouveau : «No pictures». Alors que je sortais de quoi écrire, le soldat se dirigea vers moi en pointant de son arme et me fit comprendre de dégager ou je prenais une balle. Je n'ai pas l'étoffe d'un héros et je m'éloignai de la grille de séparation...

Mon retour en Belgique fut, lui aussi, empreint de méfiance à notre égard de la part des services israéliens. Nous avons eu droit à la fouille complète jusque dans l'anus (si, si !). Nous ne sommes que de passage. Les Palestiniens vivent des tracasseries quotidiennes quand ce ne sont pas des massacres comme le 15 mai dernier. A ce propos, l'ambassadrice d'Israël en Belgique, Madame Simona Frankel, déclarait sur la RTBF que ces tueries avaient été perpétrés pour empêcher ces dangereux terroristes de mettre les pieds sur le territoire israélien et tuer des civils (sic) ! Des dangereux terroristes, Madame, ces enfants de huit mois et deux ans ? Allons ! Comme on dit en wallon : «Dites ça à un cheval de bois, il vous flanque un coup de patte»...

Certes les propos contre les juifs et le négationnisme en Belgique sont condamnables. Mais la loi ne nous interdit pas de ne pas aimer les Juifs... Selon le Judaïsme, «Dieu est miséricordieux et compatissant, lent à la colère, riche en bonté et en fidélité». Ce n'est pas l'impression que j'ai ressentie lors de mon

NOS ACTIVITES DE FEVRIER 2019

Maison de la Laïcité
5 rue Emile Vandervelde, 6182 Souvret

CONFERENCE-DEBAT

RETROUVER LE CHEMIN D'UN SYNDICALISME OFFENSIF

21 février, 19h00

Pour faire suite à notre dernière conférence qui a soulevé pas mal de nouvelles questions lors du débat, nous aurons le plaisir d'accueillir **Paul Lootens**, ancien président de la centrale générale FGTB le 21 février à 19h00 dans les locaux de la Maison de la Laïcité Courcelloise. Il y exposera sa carte blanche « Retrouver le chemin d'un syndicalisme offensif ».

Effectivement, depuis plus de 30 ans, le monde du travail est sur la défensive. Il se trouve globalement dans un combat continu pour « limiter les dégâts ». De plus en plus de syndicalistes se demandent jusqu'où nous reculerons et quand nous retrouverons le chemin d'une reconquête sociale. Une reconquête qui n'aura pas pour but de restaurer le passé, mais de s'inspirer du passé – tant sur le plan du modèle social que de la stratégie de conquête sociale – pour construire la société sociale et solidaire de demain.

Au plaisir de vous y voir!

CONFÉRENCE/DÉBAT

RETROUVER LE CHEMIN D'UN SYNDICALISME OFFENSIF

21 FÉVRIER 2019
19H00

AVEC
PAUL LOOTENS
ANCIEN PRÉSIDENT DE LA CENTRALE GÉNÉRALE FGTB

UNE ORGANISATION DE PROGRÈS ET CULTURE A.S.B.L EN COLLABORATION AVEC LA MAISON DE LA LAÏCITÉ ET LE SOUTIEN DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

MAISON DE LA LAÏCITÉ
5 RUE EMILE VANDERVELDE
6182 SOUVRET

EDITEUR RESPONSABLE: ROBERT TANGRE 071/30.39.12

COLLAGE, ART CONTESTATAIRE:



VERNISSAGE:
1/02/19 À 19H00

ARTISTES:
AURÉLIE DOPS
JO HUBERT
SANDRO BAGUET
JEANNE.M

EXPO:
DU 1ER AU 10 FÉVRIER 2019

PERMANENCES:
DU LUNDI AU VENDREDI
16H00 À 18H00
WEEK-END
14H00 À 17H00

CONCERT:
FUEL SAUCE
1/02/19
20H30

ATELIER:
INITIATION AU COLLAGE
SAMEDI 9/02/19 À 14H00
(INSCRIPTION OBLIGATOIRE)

COLLAGE ART CONTESTATAIRE VERNISSAGE/CONCERT

LA POSTERIE
RUE MONNOYER,46
6180 COURCELLES

INSCRIPTION ATELIER:
071/30.39.12

EDITEUR RESPONSABLE R.TANGRE 071/30.39.12

UNE ORGANISATION DE PROGRÈS ET CULTURE A.S.B.L
EN COLLABORATION AVEC LA POSTERIE ET LE SOUTIEN
DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES



VERNISSAGE 1 février 2019 à 19h00

Tout art peut devenir un support de contestation, mais certains le sont dès le départ...

4 artistes carolos, Aurélie Dops, Jo Hubert, Sandro Baguet et Jeanne.M, se réunissent pour vous proposer une exposition décalée ou réel et irréel se côtoient, des revendications, de l'imagination, du cœur et une technique...Curieux? On vous attend nombreux à la Posterie de Courcelles le 1er février dès 19h00!

CONCERT:

Dans la même idée, Fuel Sauce viendra animer la soirée avec un concert 100% punk walliforien. 1/02/19 à 20h30

ATELIER:

Nous proposerons, le samedi 9 février à 14h00, une initiation à la technique du collage, inscriptions et renseignements: 071/30.39.12 (2euros)

Une organisation de Progrès et Culture ASBL en partenariat avec le Centre Culturel LaPosterie et le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles/
Posterie: rue Monnoyer 46, 6180 Courcelles